

# MACRON, LE REJET !

Lu dans *Informations ouvrières* cette semaine

**CHÂTEAURoux, 19 OCTOBRE 2018**

## Explosion de colère à l'annonce de la fermeture de la maternité du Blanc

**L**e 19 octobre 2018, par 10 voix pour et 4 voix contre, le conseil de surveillance de l'hôpital de Châteauroux a finalement voté la fermeture de la maternité du Blanc.

Une fermeture contre laquelle 3 000 personnes avaient manifesté avec les organisations syndicales et les élus locaux le 15 septembre dernier. Pendant des mois, les élus locaux, quelle que soit leur appartenance politique, ont demandé que la ministre de la Santé les reçoive. En vain. Le 12 octobre, 72 maires et élus de l'Indre ont remis leur démission. Le 16 octobre, Agnès Buzyn a justifié la fermeture : « *La maternité du Blanc est dangereuse.* »

Ce vendredi 19 octobre, 250 manifestants étaient rassemblés dans la cour du centre hospitalier de Châteauroux. Des dizaines d'élus locaux, des personnels hospitaliers avec leurs syndicats FO, CGT et SUD, des parents... À l'annonce du vote du conseil de surveillance, ils ont laissé exploser leur colère.

La cinquantaine de CRS mobilisés sur place les a repoussés sans ménagement.

Une jeune femme s'indigne : « *On va*

*devoir faire 60 bornes pour aller accoucher, on ne nous écoute pas, ce n'est pas la démocratie !* »

La maire socialiste du Blanc, Annick Gombert, condamne la fermeture : « *Un acte dangereux et irresponsable.* » Le maire de Châteauroux, président du conseil de surveillance, est chahuté. Le député LREM de l'Indre, François Jollivet, admet n'être « *pas fier de la position de l'État* » ni « *de la position des acteurs locaux qui ont pris cette décision sans donner d'espoir au territoire.* » Une déclaration qui ne lui évite pourtant pas d'être copieusement sifflé.

Un militant présent sur place indique : « *L'ARS préconise la transformation de la maternité du Blanc en centre périnatal ne pratiquant pas les accouchements. En quelques semaines ont été annoncées la fermeture de la trésorerie de Buzançais, celles de deux bureaux de poste à Châteauroux et celles de deux centres Apsa à Issoudun et à Châteauroux. Un véritable déménagement du territoire !* »

Le lendemain, la réunion publique initiée par Annick Gombert fait salle comble au Blanc : 300 participants.

À suivre...

**Correspondants ■**

## Un « projet de société » à combattre

Interviewé par *L'Obs*, le 19 octobre, Jean-Paul Delevoye, Haut commissaire aux retraites, s'exclame : « *Ce n'est pas une réforme des retraites, mais un projet de société...* » En l'occurrence, les « éléments de langage » – mélange de langue de bois, d'enfumage et de cynisme qui fait aujourd'hui office de discours politique dans les milieux macroniens – ont bien du mal à masquer le fond des choses. À la question qui lui est posée « *À quel âge prendrons-nous notre retraite puisque 62 ans n'est qu'un âge minimal ?* », Delevoye a cette réponse édifiante : « *Un âge minimal protège les Français contre eux-mêmes*... pour « *éviter que certaines personnes partent trop tôt au risque de se retrouver avec des ressources trop faibles* », ajoutant qu'après 62 ans, « *ceux qui continueront à travailler pourront acquérir un peu plus de points pour améliorer leur niveau de vie* » !

Le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, lui, « *veut un système de pilotage, indiscutable, lié à l'esérance de vie* ». Et il y va de sa métaphore guerrière ce dimanche 21 octobre sur Europe 1 : « *Cette réforme doit être, peut-être pas la "der des der", mais au moins la mère des réformes.* »

« *Oui notre Monsieur, oui notre bon Maître* », chantait Jacques Brel (...).

Comment, dans ces circonstances, « *ne pas faire le lien entre la date de la perquisition des locaux de La France insoumise et celle de l'annonce du nouveau gouvernement* », ainsi que le souligne le tract du POI publié le 18 octobre ?

La capacité que donnent les institutions de la V<sup>e</sup> République au président bonaparte de poursuivre la « transformation » du pays contre la volonté de son immense majorité conduit à cette dérive dangereuse (...).

## 10 novembre 2018 à Paris : réunion nationale appelée par le comité national de résistance et de reconquête

**Appel de la réunion nationale des délégués des comités locaux :** « Une large discussion a lieu avec les milliers de militants qui veulent résister à Macron et qui veulent défendre et organiser la reconquête des acquis de 1936 et 1945. Cette discussion est engagée dans les comités dans lesquels se regroupent les militants ouvriers, syndicalistes, élus aux appartenances et aux parcours divers mais qui entendent contribuer à cette discussion. Ce travail de résistance et de reconquête face au basculement de société qu'organise Macron est une question politique essentielle. Elle exige d'élargir et de renforcer les comités comme cadre de discussion et d'action commune. C'est pourquoi les délégués réunis ce 23 juin appellent l'ensemble des comités à préparer une conférence de milliers de militants à l'automne pour rassembler une large force. »

<http://www.cnrr2018.sitew.fr>